

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 08/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAS Carrières de la Vallée Heureuse

BP 3

Hydrequent

62720 Rinxent

Références : C:\Users\vincent.hertault\Documents\CARRIERES\Validation\Vallée-heureuse_Rinxent\Vi25102023\Carrières de la vallée heureuse_Rinxent_RAPVI_0007000364_VH.odt

Code AIOT : 0007000364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement SAS Carrières de la Vallée Heureuse implanté Hydrequent 62720 Rinxent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Carrières de la VALLÉE Heureuse
- Hydrequent 62720 Rinxent
- Code AIOT : 0007000364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières de la Vallée Heureuse exploite depuis plus d'un siècle une carrière à ciel ouvert de calcaire sur les communes de Ferques et Rinxent, à proximité de la liaison ferroviaire Calais-Boulogne.

Un arrêté préfectoral en date du 31 octobre 2018 a autorisé le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension sur 19 ha des surfaces d'exploitation pour une production maximale de granulats de 5 millions de tonnes par an, une production moyenne annuelle de 3 Mt/an

Sur le site est installée une installation de traitement de matériaux permettant de concasser la calcaire avant sa commercialisation. Cette installation est composée de 2 postes primaires, d'un poste secondaire et d'un poste tertiaire abrités sous bâtiment.

La société emploie 96 personnes sur le site.

L'exploitation de la carrière est conduite selon la méthode d'exploitation par tranche verticale avec abattage à l'aide de produits explosifs et d'engins mécaniques pour les matériaux de découverte et pour le calcaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.3	Sans objet
2	GESTION DES EAUX	Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article 5.3.4	Sans objet
3	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.8	Sans objet
4	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.10.1	Sans objet
5	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.10.2	Sans objet
6	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.10.3	Sans objet
7	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.10.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bureau d'étude ANTEA a réalisé une étude sur le milieu récepteur pour le compte des carrières

du bassin carrier de Marquise afin de vérifier l'acceptabilité d'une révision à la hausse de la valeur limite d'émission (VLE) des MES.

Les quelques faibles dépassements de la VLE du paramètre MES (max à 16 mg/l) observés en 2023 sur les eaux rejetées pourraient ne plus être considérés comme des non-conformités à l'issue du traitement d'une demande d'aménagement de la prescription formulée sur la base de cette étude. L'exploitant doit procéder à l'installation d'un canal de mesure de débit sur le rejet R1.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes : Point de rejet vers le milieu récepteur : accès principal de la carrière puis à terme accès poids lourds Coordonnées Lambert II étendu X : 559 522 Y : 2 647 114 Nature des effluents Exhaure n°1 Exutoire du rejet : Le Crembreux Point de rejet vers le milieu récepteur : accès principal de la carrière Coordonnées Lambert II étendu X : 559 110 Y : 2 646 729 Nature des effluents Exhaure n°2 Exutoire du rejet : Le Crembreux
Constats : Les eaux rejetées au milieu naturel sont constituées des eaux d'exhaure et des eaux pluviales de ruissellement. Les deux points de rejet sont situés côte à côte à l'entrée du site Rejet R1 : – Bassins zone 2 eaux carrières zone ouest + installations de traitement. – Bassins zone 3 : lavage des gravillons et eaux carrières zone est. Rejet R2 : – Bassins zone 1 : entrée PL, maintenance et centrale de graves
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : GESTION DES EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article 5.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement de points de prélèvement
Prescription contrôlée : Les émissaires sont équipés d'un dispositif de prélèvement, ainsi que d'un canal de mesure de débit.
Constats : les points de rejet R1 et R2 vers le milieu récepteur se situent face aux bureaux Vallée Heureuse. Les dispositifs de prélèvement sont présents. le point de rejet R1 n'est pas équipé d'un canal de mesure de débit. Présence constatée du canal de mesure de débit sur l'émissaire R2. Procéder à l'installation de ce dispositif sur l'émissaire R1.
Observations : Procéder à l'installation d'un canal de mesure de débit sur l'émissaire R1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets des eaux d'exhaure
Prescription contrôlée : Les valeurs limites de rejets s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène, les hydrocarbures, l'azote global et le phosphore total. Les valeurs limites doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Boulonnais et la vocation piscicole du milieu. Débit : Débit maximal rejet d'exhaure 1 et 2 cumulés Instantané (l/s) 420 Journalier (m3/j) 36 000 <u>Température, pH et couleur</u> Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement afin de respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 7 et 8,5,• ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salmonicoles,• ne pas induire une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles,• la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 10 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur peut, en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale. <u>Substances polluantes</u> Les caractéristiques du rejet doivent être inférieures ou égales aux valeurs suivantes : Concentrations (en mg/l) MeS

20 Maximale instantanée
10 journalière

DCO
40 Maximale instantanée
20 journalière

Azote global
10 Maximale instantanée
10 journalière

Hydrocarbures
5 Maximale instantanée
5 journalière

Phosphore total
5 Maximale instantanée
2 journalière

Ces niveaux de concentrations maximales pourront être revus au regard des conclusions de l'étude de l'impact hydraulique de l'ensemble des carrières du bassin de Marquise qui doit être menée par les carrières à fin 2018.

Constats :

Les résultats des mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance de janvier à octobre 2023 ont été examinés.

Les résultats transmis par l'exploitant des mesures journalières de la qualité des eaux rejetées (température, pH) montrent le respect des valeurs limites imposées par l'arrêté d'autorisation du 30 octobre 2018 hormis pour la température où 4 dépassements sur R1 et 2 dépassements sur R2 sont observés (max à 23,4 °C).

Concernant les MES

Rejet R1 : quelques dépassements les mois de janvier (2 max à 11,8 mg/l), en mars (3 max à 10,8 mg/l), 1 en avril à 12,2 mg/l, 1 en août à 10,6 mg/l et 1 septembre à 16,2 mg/l) et 1 en octobre à 14 mg/l.

Rejet R2 : quelques dépassements les mois de janvier (6 max à 12,6 mg/l), 1 en février (à 10,4 mg/l), 1 en mars (à 14 mg/l), 1 en avril à 14 mg/l et 1 en septembre à 10,4 mg/l).

Chaque mois, l'exploitant fait procéder par le laboratoire Flandres Analyses à une mesure de la qualité des eaux sur la base d'un prélèvement qu'il réalise en interne sur les paramètres DCO, MES et HC.

Chaque trimestre, l'exploitant fait procéder par le laboratoire Flandres Analyses à une mesure de la qualité des eaux sur la base d'un prélèvement qu'il réalise en interne sur les paramètres DCO, MES, HC, Azote global et Phosphore.

Les résultats de ces analyses mensuelles et trimestrielles montrent le respect des valeurs limites imposées par l'arrêté d'autorisation du 30 octobre 2018.

Devant la difficulté de tenir la valeur limite actuelle de 10 mg/l de concentration maximale de MES autorisée dans les rejets d'eaux d'exhaure, notamment lors des épisodes pluvieux, les 4 carrières du bassin de Marquise ont mandaté la société ANTEA en vue de la réalisation d'une étude sur le

<p>milieu récepteur afin de vérifier l'acceptabilité d'une révision à la hausse de la valeur limite d'émission (VLE) des MES.</p> <p>La réunion de présentation de l'étude finalisée du 30 mai 2023 s'est conclue sur le fait qu'il appartient désormais à chaque industriel de transmettre un porter à connaissance de modification comportant une proposition de percentiles des concentrations moyennes journalières respectant les seuils de 10 mg/l, de 25 mg/l.</p> <p>Au vu des concentrations en MES relevées et dans l'attente de l'instruction du porter à connaissance qui devrait être déposé par Carrières de la Vallée Heureuse, aucune suite n'est proposée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Équipement des points de prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant rejet au milieu naturel, les ouvrages d'évacuation des rejets des eaux d'exhaure doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesures automatiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 heures, et la conservation des échantillons à une température de 4 °C, – un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement.
<p>Constats :</p> <p>Présence constatée d'un échantillonneur multi flacons de marque HACH BULHER pour chaque point de rejet.</p> <p>En amont du point de prélèvement rejet R1 convergent deux tuyauteries équipées chacune d'un débitmètre avec enregistrement.</p> <p>Par mail en date du 1er décembre 2023, l'exploitant nous a adressé une série de photos présentant les débitmètres et l'enregistreur associé au rejet.</p> <p>La mesure du débit du rejet R2 est effectuée par une sonde débitmétrique avec enregistreur, positionnée à l'aplomb du canal venturi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets. Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées ci-après.</p> <p>PARAMÈTRES/FRÉQUENCE REJETS DES EAUX D'EXHAURE</p> <p>PH / Journalière</p> <p>Température / Journalière</p>

MeS / Journalière
DCO / Mensuelle
Azote / Trimestrielle
Phosphore / Trimestrielle
Hydrocarbures / Mensuelle
<p>Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées en annexe 7 du présent arrêté. Toutefois, d'autres méthodes peuvent être utilisées lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. Lorsque des méthodes autres que les méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées mensuellement par un organisme extérieur compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de mesures journalières pH, température, MES notamment en juillet, août, septembre et octobre alors que des rejets ont eu lieu.</p> <p>Veiller au strict respect de la fréquence des mesures pH, température, MES.</p> <p>Chaque mois, l'exploitant fait procéder par le laboratoire Flandres Analyses à une mesure de la qualité des eaux sur la base d'un prélèvement instantané qu'il réalise en interne sur les paramètres DCO, MES et HC.</p> <p>Chaque trimestre, l'exploitant fait procéder par le laboratoire Flandres Analyses à une mesure de la qualité des eaux sur la base d'un prélèvement qu'il réalise en interne sur les paramètres DCO, MES, HC, Azote global et Phosphore.</p> <p>Pour les paramètres DCO, Azote, P, HC, la périodicité des mesures est respectée.</p>
Observations : Veiller au strict respect de la fréquence des mesures pH, température, MES.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Calage de l'Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des moyens consacrés à la débitmétrie, à l'échantillonnage, à la conservation des échantillons et aux analyses ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an au calage de son autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement).</p> <p>Chaque paramètre de la chaîne analytique (prélèvement, échantillonnage, conservation des échantillons et analyses) doit être vérifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>La valeur relevée pour le pH par le laboratoire WESSLING lors du contrôle inopiné du 11 au 12 avril 2023 est comparable à celle mentionnée dans l'autosurveillance réalisée.</p> <p>La concentration en MES relevée par le Laboratoire WESSLING est inférieure à 2 mg/l alors que l'autosurveillance fait état de concentrations en MES de 2,4 à 4,8 mg/l pour le rejet R1 et de 1,8 à</p>

<p>5,6 mg/l pour le rejet R2 respectivement les 11 et 12 avril 2023.</p> <p>Compte tenu de l'écart constaté pour ce paramètre, nous invitons l'exploitant à vérifier les conditions de réalisation des analyses effectuées dans le cadre de l'autosurveillance.</p> <p>Le laboratoire WESSLING mentionne que la mesure du débit n'est pas réalisable pour le rejet R1 au regard de l'installation en place (voir point de contrôle n°2) et précise que le débit de rejet reste constant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article Article 5.3.10.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmissions des résultats de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats de la surveillance des rejets sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet et au service chargé de la police des eaux au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation.</p> <p>Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection procédera à la mise à jour du cadre GIDAF afin de permettre à l'exploitant la saisie des données de l'autosurveillance.</p> <p>Dans l'attente, l'exploitant adressera par mail à l'inspection les résultats des analyses au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>